diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Comment (vraiment) comprendre la crise « rohingya » ?

dimanche 4 février 2018,par Martin MICHALON

Citer cet article / To cite this version :
Martin MICHALON , **Comment (vraiment) comprendre la crise « rohingya » ?** ,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 4 février 2018.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L’auteur nous donne ici les clés pour mettre en perspective dans le temps et dans l’espace la crise "rohingya". Les « Rohingya » sont des musulmans originaires de l’actuel Bangladesh et installés en Birmanie jusqu’à s’en trouver chassés récemment.

DEPUIS fin août 2017, l’armée birmane mène une sévère répression contre la minorité musulmane « rohingya » dans l’ouest de la Birmanie, poussant 625 000 d’entre eux à fuir au Bangladesh. La visite du Pape en Birmanie et au Bangladesh fin novembre 2017, a amené cette question au cœur de l’actualité. Sur les réseaux sociaux, la mobilisation et les levées de fond de la *Love Army*, groupe de youtubeurs français engagés, ont aussi donné une forte visibilité à ce conflit. Il est cependant nécessaire de retracer les tenants et les aboutissants de cette crise, qui touche en pays engagé dans une transition démocratique inachevée.

En effet, après un demi-siècle de dictature militaire (1962-2010) et cinq ans d’un régime de transition, les élections générales birmanes de 2015 marquent un tournant. Le parti d’opposition historique, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), et son emblématique dirigeante Aung San Suu Kyi accèdent au pouvoir. Cependant, la constitution militaire de 2008 réserve toujours à l’armée les ministères de la défense, de l’intérieur et des frontières. Elle nomme également 25 % des députés, hors de toute élection. Or, pour modifier la constitution, il faut plus de 75 % des votes à l’Assemblée : l’armée dispose donc d’une minorité de blocage. Dans ce contexte, le Senior-Général Min Aung Hlaing est le véritable homme fort du pays : c’est lui, et non Aung San Suu Kyi, qui a l’initiative militaire.

La « question rohingya », un sujet de tension ancien

Les « Rohingya » sont des musulmans originaires de l’actuel Bangladesh et installés en Birmanie, dans l’Etat d’Arakan à l’ouest du pays. Il est établi qu’à l’ère précoloniale, il existe une communauté musulmane active en Arakan, bien que les sources à son sujet manquent. Sous la domination britannique, la Birmanie est incluse dans l’Empire des Indes, favorisant les circulations depuis les deltas du Bengale vers les plaines rizicoles de l’Arakan. L’ethnie arakanaise a longtemps entretenu des rapports tendus avec l’ethnie majoritaire bamar (les Birmans au sens ethnique du terme) et le gouvernement central. Aujourd’hui encore, les Arakanais dénoncent la mainmise des Bamar sur leur territoire et ses ressources ainsi que la politique de « bamarisation » culturelle qui a longtemps prévalu. Ce ressentiment des Arakanais, qui se considèrent eux-mêmes comme une minorité opprimée, joue un rôle central dans la « question rohingya ».

A l’exception d’une seule mention en 1799 – assez controversée : ici, là et là – le terme « Rohingya » est en réalité assez récent. Il ne serait apparu que dans les années 1930, et se serait généralisé dans les années 1950. Pour l’historien J. Leider, l’auto-désignation des « Rohingya » en tant que tels est à lire selon une perspective politique. En effet, en 1948, après l’indépendance, les musulmans d’Arakan se sont retrouvés du mauvais côté de la frontière entre Birmanie et Bangladesh. Ils n’ont alors eu d’autre choix que de se tailler une place dans la jeune Birmanie indépendante… par le biais de l’ethnicité.

> Le terme même de « Rohingya » participe de ce processus d’ethnogenèse.

En effet, en Birmanie, le politique passe par l'ethnique : pour exister, il faut faire partie des 135 groupes ethniques officiellement déclarés comme autochtones. Les habitants d'origine chinoise, indienne ou népali n'ont qu'une citoyenneté de second rang. Depuis les années 1950, les musulmans d'Arakan tentent donc de se ménager une place en se revendiquant comme la 136ème « race nationale ». Ils mettent donc en avant l'ancienneté de leur présence, s'appuyant sur des mythes fondateurs parfois sujets à caution. Ils insistent également sur leurs spécificités culturelles, linguistiques et religieuses par rapport à leurs homologues bangladais.

Le terme même de « Rohingya » participe de ce processus d'ethnogenèse : il signifie en effet « Arakan » en bengali, et met l'accent sur un ancrage local, et donc birman. A l'inverse, les Birmans réfutent cette appellation et les désignent comme « Bengali », insistant sur leur région d'origine, et donc sur leur statut d'immigré. Cette vision est réfutée par les Bamars, mais aussi par l'essentiel des minorités ethniques de Birmanie, au premier rang desquelles les Arakanais. Pour eux, l'identité « Rohingya » serait une construction, un leurre que les musulmans d'Arakan utiliseraient pour s'imposer en Birmanie. Son utilisation par la communauté internationale ne ferait que légitimer une imposture.

Dès les années 1940, des tensions opposent communautés bouddhiste et musulmane en Arakan. Lors de la guerre civile au Pakistan Oriental (1971), de nombreux Bangladais prennent alors refuge en Arakan. En 1978, l'armée birmane lance l'opération *Naga Min* (Roi des Dragons), visant à contrôler le statut de ces populations. Très brutale, elle pousse 200 000 réfugiés vers le Bangladesh, mais Dacca leur refuse toute assistance. Les autorités birmanes acceptent leur retour, à condition qu'ils s'installent dans les Townships de Buthidaung et Maungdaw, le long de la frontière bangladaise. Cette volonté d'homogénéisation du peuplement et de concentration des « Rohingya » est restée une constante.

En 1982, la junte birmane impose la « loi de citoyenneté ». Bien qu'elle ne vise pas directement les « Rohingya », elle a pour effet de les priver de la citoyenneté birmane. Vivant en Birmanie depuis parfois plusieurs générations, ces derniers ne sont pas reconnus par le Bangladesh : ils deviennent donc apatrides. En 1991, la *Tatmadaw* (l'armée birmane) lance une seconde opération violente en Arakan, forçant 250 000 « Rohingya » à prendre refuge au Bangladesh. Les gouvernements birman et bangladais négocient leur retour en Arakan, où ils sont confrontés aux violences et aux extorsions de la Na Sa Ka, milice de garde-frontières.

Dans le même temps, le militantisme armé pour l'autonomie de l'Arakan « rohingya », engagé à la fin des années 1940, se poursuit dans les années 1970. A partir de la loi sur la citoyenneté de 1982, le combat territorial se double d'une lutte pour la reconnaissance des droits des « Rohingya ». Le groupe armé le plus célèbre est sûrement la *Rohingya Solidarity Organization* (RSO), active de 1982 à 2001. Insérée dans des réseaux islamistes transnationaux, elle compte dans ses rangs des combattants formés en Afghanistan. Cependant, comme tous les mouvements « rohingya », elle est minée par les dissensions internes, et ne parvient pas à exister militairement et à peser politiquement.

En 2012, deux vagues de pogroms secouent l'Arakan, mettant aux prises Arakanais et musulmans, parfois sous la direction de moines nationalistes et avec la complaisance des autorités. Dans la foulée, un million de « Rohingya » est assigné à résidence le long de la frontière bangladaise ou dans des camps. Le système d'apartheid, qui existait depuis des années, se renforce : la mobilité, l'accès à la santé, à l'emploi, aux marchés sont très

sévèrement réglementés. En Birmanie, la « question rohingya » s'élargit également vers une « question musulmane ». Ainsi, les pogroms de 2012 en Arakan visent aussi des membres de l'ethnie musulmane kaman, dont les droits sont pourtant reconnus par les autorités birmanes. De même, des émeutes interconfessionnelles éclatent à Mandalay, la seconde ville du pays, en juillet 2014.

Camp de déplacés « Rohingya » à Sittwe
Camp de déplacés « Rohingya » à Sittwe, la capitale de l'état d'Arakan. Cliché : M. Michalon, juin 2017
Michalon/Diploweb.com

Ghetto "rohingya" à Sittwe
Entrée du ghetto "rohingya" d'Aung Mingalar, à Sittwe. Cliché : M. Michalon, juin 2017
Michalon/Diploweb.com

L'implication de certains moines bouddhistes dans les heurts intercommunautaires et les discours de haine du charismatique U Wirathu ont pu surprendre les opinions occidentales. Cependant, ce radicalisme bouddhiste ne s'affirme pas qu'en Birmanie : une partie de la communauté monastique thaïe ou sri lankaise suit le même mouvement. En Birmanie, cette affirmation d'une partie de la communauté monastique (*sangha*) est à lire selon un prisme politique. En effet, pendant des décennies, la junte militaire a confisqué l'espace politique, l'espace de parole, et la fabrique de l'identité nationale. Depuis 2010, elle a laissé un vide important, vite réinvesti par certaines personnalités religieuses s'accaparant la formulation d'une identité nationale autour du bouddhisme. L'ouverture très rapide du pays joue aussi un rôle important : la mondialisation accélérée, l'exposition à des influences culturelles étrangères interroge en profondeur l'identité birmane.

Les affrontements récents, un changement de dimension du conflit

Jusqu'en 2016, les tensions mettaient aux prises les Arakanais, l'armée et les « Rohingya », autour de questions principalement identitaires, mais aussi économiques et foncières. Cependant, le 9 octobre 2016 marque une rupture : pour la première fois, un groupe armé venant du Bangladesh et se revendiquant comme « rohingya » attaque des postes de police birmans. L'armée lance alors de très violentes opérations de ratissage, et plus de 75 000 personnes prennent refuge au Bangladesh.

> L'irruption de militants armés a constitué une rupture.

Le 25 août 2017, seconde offensive, cette fois contre trente postes de police. Les attaques sont coordonnées, les militants font sauter des ponts, mènent des embuscades contre l'armée. Face à cet assaut en règle, la *Tatmadaw* réagit comme elle l'a toujours fait (et comme elle le fait toujours) face aux guérillas : déploiements massifs de troupes, violence indiscriminée, politique de terreur pour déplacer les populations, destruction des biens et des récoltes pour priver les rebelles de tout soutien. Désormais, les tensions intercommunautaires entre civils qui prévalaient revêtent une dimension supplémentaire, celle d'un conflit armé entre *Tatmadaw* et militants. Dans le discours des autorités et des nationalistes, les combats, le terrorisme (voire le djihadisme) et l'unité de la nation passent désormais au premier plan.

L'irruption de militants armés a constitué une rupture. Ils ont mené les attaques d'octobre 2016 sous le nom, *Harakah Al-Yaqin* (Mouvement de la Foi), ce qui a nourri les soupçons de djihadisme. Cependant, depuis août 2017, ils se désignent sous le terme moins religieux et plus politique d'*Arakan Rohingya Salvation Army* (ARSA). Pour l'heure, son meneur, Ata Ullah, ne revendique que la défense des « Rohingya » et leur droit à un territoire sûr. Bien qu'il ait des liens avec des personnages controversés, proches des Pakistanais de Lashkar-e-Taiba, ARSA n'a officiellement fait allégeance à aucun groupe djihadiste majeur, et n'appelle pas à un djihad offensif contre les non-musulmans… du moins pour l'instant.

Les autorités mettent en avant la dimension sécuritaire de la répression, laissant à penser que la situation en Arakan serait comparable à celles des autres zones de conflit du pays. Les offensives de la Tatmadaw dans les Etats kachin (au Nord) et shan (à l'Est) sont en effet très brutales, appuyées par des moyens militaires lourds et générant des flux de déplacés. Cependant, en Arakan, l'ampleur des violences, leur focale ethnique, leur dimension ciblée et méthodique sont inédites. Le 14 décembre 2017, Médecins Sans Frontières publie un rapport précis sur la répression militaire. Plus de 6700 civils, principalement des « Rohingya », dont 730 enfants de moins de cinq ans, auraient été tués. L'apartheid institutionnalisé et les violences massives contre les « Rohingya » constituaient déjà de toute évidence des crimes contre l'humanité. Désormais, leur déplacement par la terreur est qualifié de « cas d'école de nettoyage ethnique » par les Nations Unies. Des groupements nationalistes arakanais proposent d'ores et déjà des incitations financières à des familles bouddhistes pour s'installer dans les zones désertées. Ils font également pression sur les autorités pour créer des « Bengali

free zones ». Leur objectif est de retrouver les proportions démographiques musulmans/bouddhistes qui prévalaient avant la Seconde Guerre Mondiale. Cette recomposition du peuplement de la région correspond exactement à la définition juridique d'un nettoyage ethnique.

De nombreux médias et acteurs politiques ont même accusé l'armée birmane de génocide. Pour l'heure, les preuves manquent pour confirmer cette accusation avec certitude. Cela impliquerait un plan d'ensemble, une organisation, une structuration d'un massacre ciblé. Cependant, des études mettent déjà en évidence des actes génocidaires. Le 18 décembre 2017, l'ONG Human Rights Watch publie un solide rapport sur des massacres dans le village de Tula Toli. Dans ce village, des centaines de « Rohingya » auraient été massacrés par l'armée et des milices arakanaises. Encerclement de la population, massacre méthodique, destruction de preuves : les éléments d'un acte génocidaire sont rassemblés. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Zeid Ra'ad al-Hussein, déclare désormais que des preuves solides de génocide s'accumulent.

L'impossible gestion de la crise par les acteurs politiques

Aung San Suu Kyi est dans une situation inextricable. D'une part, elle n'a aucune autorité sur les forces de sécurité. D'autre part, il lui est très difficile de condamner l'armée, avec qui elle est engagée dans un donnant-donnant tendu. En effet, si elle veut obtenir des concessions de la *Tatmadaw* pour réformer la constitution ou pour signer un cessez-le-feu avec les nombreuses guérillas encore actives dans le pays, comme la Kachin Independence Army (KIA) ou la Ta'Ang National Liberation Army (TNLA), elle ne peut pas se permettre de la déjuger. De plus, toute critique de l'armée apparaîtrait aux yeux d'organisations nationalistes, tels que l'association religieuse Ma Ba Tha, comme un soutien implicite aux « Rohingya », voire à ARSA. Le risque serait alors que la *Tatmadaw* déclare l'unité du pays en danger et effectue un retour en force. Cela pourrait mettre en péril la démocratie difficilement obtenue. Enfin, rappelons que si le sort des « Rohingya » émeut dans le monde, il n'en est pas de même en Birmanie, où peu de gens les défendent. La prudence d'Aung San Suu Kyi et les nombreuses critiques internationales à son égard semblent même avoir fédéré les Birmans autour d'un gouvernement critiqué pour ses piètres performances économiques et sociales.

Bien que cette prudence puisse être lue comme un compromis politique, elle commence à devenir préoccupante. Rappelons que lors des pogroms de 2012, Aung San Suu Kyi avait surpris la communauté internationale par son silence ambigu. Aujourd'hui, elle pourrait nouer le dialogue avec les députés ou la société civile d'Arakan, dans une tentative de démilitariser le conflit et de le porter sur le champ politique. Elle ne l'a jamais fait. Les rares diplomates et journalistes qui peuvent la rencontrer relèvent tous son déni de la situation sur le terrain et les accusations en partialité qu'elle porte contre l'Occident. Le 12 décembre 2017, deux journalistes birmans couvrant le conflit sont arrêtés pour espionnage, en vertu d'une loi coloniale de 1923. Le 20 décembre 2017, le gouvernement birman met un terme à trois ans de collaboration – houleuse – avec Yanghee Lee, la rapporteure spéciale des Nations Unies. Cette dernière décision apparaît comme une distanciation claire et très préoccupante vis-à-vis de la communauté internationale. Lors de ces événements, Aung San Suu Kyi est restée silencieuse. Quand bien même ce comportement était toujours un compromis avec l'armée, il devient préoccupant.

> La gestion des réfugiés par les gouvernements birman et bangladais semble teintée d'ambiguïtés.

Certes, Aung San Suu Kyi envoie certains micro-signaux à la communauté internationale. Elle mène ainsi une lutte soutenue contre l'association bouddhiste extrémiste Ma Ba Tha. En août 2017, elle a accueilli de manière positive le rapport Annan sur le sort de l'Arakan et s'est engagée à mettre en œuvre ses recommandations. Enfin, le 23 novembre 2017, elle a signé avec le Bangladesh un accord de rapatriement des réfugiés « rohingya ». Cependant, ces décisions sont-elles vraiment plus que des concessions accordées à la communauté internationale ?

Aujourd'hui, la gestion des réfugiés par les gouvernements birman et bangladais semble teintée d'ambiguïtés. D'une part, Dacca semble réticent à accueillir les réfugiés « rohingya » dans la durée, dans des camps susceptibles de devenir des foyers de militantisme. Cette méfiance transparaît dans l'emploi brutal des forces paramilitaires, ou dans le projet de relocaliser 100 000 réfugiés sur l'île inhabitée – et pour ainsi dire inhabitable – de Bhashan Char. D'autre part, côté birman, le retour sera mené sur une base volontaire, et soumis à examen préalable, puis à autorisation au cas par cas par les autorités birmanes. Cela leur laisse donc la possibilité d'opposer des refus massifs. D'ores et déjà, le ministère birman de l'immigration conseille à son homologue bangladais de privilégier les candidatures des familles hindoues.

Ce processus de rapatriement des « Rohingya » semble promis à des difficultés majeures, car ces derniers n'ont aucun intérêt à rentrer en Arakan. Ils n'y trouveraient en effet que des villages brûlés, un apartheid toujours aussi violent et un refus tranché de leur accorder toute reconnaissance politique ou ethnique. De plus, rappelons qu'ARSA a suspendu les combats dès le 5 septembre 2017 et que depuis, les violences suivent plutôt une pente descendante. Malgré cela, les flux de réfugiés vers le Bangladesh se poursuivent. A la mi-décembre 2016, plus de 655 000 d'entre eux ont rejoint des réfugiés arrivés au cours des dernières années. *In fine*, plus de 900 000 « Rohingya » seraient installés au Bangladesh… sur un effectif total de 1 million. Un point de non-retour semble donc franchi : pour les derniers « Rohingya », à quoi bon rester en Arakan, quand l'essentiel de leur communauté est au Bangladesh ?

Dans ce contexte, la communauté internationale paraît démunie, d'autant que la Chine bloque toute résolution des Nations-Unies. Il est question de sanctions, mais cela semble vain : à quoi bon accroître encore la pression sur un gouvernement qui, sur le terrain, n'a pas la main ? Rappelons également que les sanctions passées (1988-2015), ont eu un impact certes réel, mais très contesté. Récemment encore, l'International Crisis Group mettait en garde contre des sanctions hâtives. Par pur pragmatisme, on peut cependant douter que les puissances internationales votent des sanctions significatives. En effet, la Birmanie est l'une des « dernières frontières » économiques au monde, et chacun s'y dispute des parts de marché. De plus, toute marginalisation du pays sur la scène internationale la rapprochera d'une Chine déjà très influente.

Copyright Février 2018-Michalon/Diploweb.com

Plus

P. Verluise (dir.) "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"", éd. Diploweb aux format Kindle et papier broché via Amazon, 2018.

P.-S.

Martin Michalon est ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de Lyon, agrégé de géographie, et doctorant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), au sein du Centre Asie du Sud Est (CASE). Ses travaux portent sur le développement du tourisme en Birmanie dans un contexte de transition démocratique. Il a habité plusieurs années en Birmanie et en suit l'actualité au quotidien.